

LA GAZETTE DROUOT

RENCONTRE

ROMAN KOMAREK,
NUMÉRIQUEMENT
VÔTRE

DESIGN

GIO PONTI,
L'ORIGINALITÉ
AU POUVOIR

ZOOM SUR

LE NOUVEAU
SOUFFLE DE
L'ACADÉMIE
DES BEAUX-ARTS

EN COUVERTURE
UNE TOILE DE
HIROYUKI MATSUURA
PAGE 8

N° 44 DU VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2018

M 01676 - 1844 - F: 3,50 €



LA COUPOLE RETROUVE LA PAROLE

PAR SYLVAIN ALLIOD, RÉDACTEUR EN CHEF

“

L'Asie restera bien présente au cours de la dernière semaine de ventes de l'année à Drouot, notamment grâce à la collection d'un ancien diplomate en poste à Pékin ainsi qu'à l'école vietnamienne, côté peinture et sculpture du XX^e siècle. Le Japon n'est pas en reste, comme en témoignent les yeux ébahis du *Windy Bunny Baby* d'Hiroyuki Matsuura reproduit en couverture. Le pays du Soleil-Levant reste d'ailleurs à l'honneur dans les pages du Monde de l'art avec l'interview d'Elise Wessels, une collectionneuse hollandaise qui s'est principalement intéressée aux estampes japonaises de la période 1915-1950, et ce à partir des années 1980, une époque où elles n'attiraient pas grand monde. Collectionner à contre-courant s'avère toujours payant, et à plus d'un titre, même si Elise Wessels ne s'apprête nullement à dis-

perser sur le marché sa formidable collection, puisqu'elle en donne l'essentiel au Rijksmuseum d'Amsterdam. À découvrir sans plus attendre à la fondation Custodia à Paris, où une partie de cet ensemble est exposée.

Une institution à l'image un peu ternie occupe également une place de choix : l'Académie des beaux-arts. Car la vieille dame a décidé, sous la houlette de son secrétaire perpétuel, le compositeur et chef d'orchestre Laurent Petitgirard, de s'inscrire activement dans le XXI^e siècle en réaffirmant un rôle quelque peu passé aux oubliettes, celui d'interlocutrice des pouvoirs publics. Dont acte, puisque vous lirez dans nos actualités la prise de position de cette instance dans le débat brûlant provoqué par le rapport Savoy-Sarr consacré aux restitutions africaines. Cela, alors que dans son billet d'humeur, Vincent Noce souligne le silence assourdissant des responsables des établissements publics concernés. Un mutisme en partie rompu sous la coupole du quai de Conti, à l'occasion notamment de l'installation d'un historien de l'art, Adrien Goetz, cérémonie durant laquelle Pierre Rosenberg – président honoraire du musée du Louvre – rappelait le principe d'universalisme. La question des restitutions a déjà fait couler beaucoup d'encre, et continuera à le faire dans la *Gazette*, une série d'articles sur le sujet étant programmée dès janvier 2019.

”

LES CLASSIQUE MEUBLES
À SECRETS ET LES CRÉATIONS
DE GIO PONTI – PÈRE DU DESIGN
ITALIEN – PARTAGENT LA MÊME
ORIGINALITÉ INVENTIVE.

RESTITUTIONS : L'ACADÉMIE DES BEAUX- ARTS PREND POSITION

FACE AU RAPPORT SAVOY-SARR, LA VÉNÉRABLE INSTITUTION
MONTRE QU'ELLE NE JOUERA PAS LES BELLES ENDORMIES
ET QU'ELLE TIENDRA PLEINEMENT SON RÔLE D'INSTANCE CONSULTATIVE
EN MATIÈRE CULTURELLE ET ARTISTIQUE.

PAR CAROLE BLUMENFELD

En toute discrétion, et sans attendre la remise du rapport de Bénédicte Savoy et Felwine Sarr au président de la République le 23 novembre, l'Académie des beaux-arts a auditionné, lors de ses séances ordinaires du mercredi, nombre de spécialistes du sujet, dont Corinne Herschkovitch et Marie-Cécile Zinsou. Cinq jours après la réunion de l'Élysée et la publication du rapport, à la stupéfaction générale, la première réaction officielle émanait ainsi du 11, quai de Conti, qui publiait un communiqué pour le moins engagé : «L'Académie des beaux-arts, attachée à l'idée de musée universel, inventée en France, qui permet le dialogue entre les cultures et les civilisations, tient à réaffirmer le principe intangible d'inaliénabilité des collections nationales, indissociable de cette conception généreuse et ouverte du musée. L'Académie estime également légitime de donner accès à tous les peuples sur leurs territoires aux chefs-d'œuvre artistiques de leurs civilisations. Elle affirme aussi que l'inaliénabilité des collections nationales, garantie par la loi, n'interdit en rien cette indispensable circulation des œuvres d'art, au moyen de prêts, dans tous les musées du monde, souhaitée par le président de la République. D'éventuels déclassements

ne peuvent être envisagés qu'au cas par cas.» Le mercredi suivant, lors de l'installation d'Adrien Goetz sous la Coupole, l'Institut était réuni au grand complet – avec entre autres la présence de Valéry Giscard d'Estaing, Marc Fumaroli, Henri Loyrette et Michel Zink. L'assistance était aussi celle des grands jours : outre Jean-Jacques Aillagon, Stéphane Bern, Éric de Chasse, Antoine Compagnon, Frédéric Mitterrand ou Henri Zerner, les directeurs des musées français occupaient tout un rang de l'auditoire.

«PARIS DOIT ÊTRE UNIVERSEL»

Dans son discours plein de verve et d'esprit, Hugues R. Gall lançait justement à Adrien Goetz : «Vous avez placé, comme il est normal, dans les deux livres que vous avez consacrés aux collections du Louvre, la frise des Ergastines. Elle est au Louvre grâce à lui (Choiseul-Gouffier ndlr). Je sais que vous vous battrez jusqu'au bout, avec l'épée qui vous sera remise tout à l'heure par Pierre Rosenberg, pour que ce marbre du Parthénon, régulièrement acquis et qui ne doit rien aux pillages ni aux spoliations, demeure au musée.» Le ton était donné. C'était ensuite au tour de Pierre Rosenberg de tirer la sonnette d'alarme : «C'est Paris qui doit être uni-

versel : Paris se doit d'avoir des musées qui montrent les plus belles œuvres de toutes les civilisations du passé.» Le président honoraire du musée du Louvre a invité le nouvel académicien à brandir fièrement son épée : «Mettez-la au service de causes qui vous tiennent à cœur comme elles nous tiennent à cœur, mettez-la au service de ces beaux-arts qui ont longtemps assuré la gloire de la France et dont nous n'avons aucune raison de ne pas tirer quelque fierté.»

Au-delà de la question des restitutions, l'Académie des beaux-arts, depuis l'arrivée de son secrétaire perpétuel Laurent Petitgirard, début 2017, ne serait-elle pas en train de devenir la cellule de réflexion qui pourrait apporter un nouveau souffle aux institutions culturelles françaises ? Réponse en page 176 de ce numéro... ■

CI-CONTRE :
Installation d'Adrien Goetz au siège précédemment occupé par Pierre Dehayé dans la section des membres libres de l'Académie des beaux-arts, mercredi 5 décembre 2018.

PHOTO JULIO PIATTI



RÉVOLUTION DE PALAIS

UN VENT DE RENOUVEAU SOUFFLE SUR L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS.
 SON OBJECTIF : REDEVENIR L'INTERLOCUTEUR DES POUVOIRS PUBLICS,
 GRÂCE À L'IMPULSION DONNÉE PAR SON SECRÉTAIRE PERPÉTUEL,
 LAURENT PETITGIRARD.

PAR ANNICK COLONNA-CÉSARI

Lors de la séance plénière du 14 novembre dernier, l'Académie a élu Jean-Michel Othoniel (né en 1964) au fauteuil qu'occupait le sculpteur Eugène Dodeigne (décédé en 2015), face à ORLAN et Nicolas Alquin. Selon la tradition, l'« installation » de l'artiste, auteur du *Kiosque des noctambules*, place du Palais-Royal, à Paris, aura lieu dans un an sous la coupole de l'Institut de France. Revêtu du fameux habit vert, il recevra alors son épée d'académicien. Si la maison, créée il y a deux cents ans, ne badine pas avec les usages, un vent de renouveau s'engouffre entre ses murs. Une première bourrasque avait soufflé en décembre 2016, lorsque le plasticien multimédia Jean-Marc Bustamante, alors directeur de l'École des beaux-arts de Paris, a intégré les lieux, dans la section de peinture. Suivait, le 13 décembre 2017, le peintre Gérard Garouste, tandis que, recalé durant cette même séance, le conceptuel Fabrice Hyber, lion d'or à la Biennale de Venise 1997, passait à la seconde tentative, le 25 avril 2018. Sans oublier Laurent Petitgirard, personnage central : compositeur et chef d'orchestre, membre de la section musicale depuis 2000, ses pairs l'ont élu secrétaire perpétuel en février 2017. Depuis son arrivée, il s'emploie à relancer l'institution.

L'Académie des beaux-arts est l'une des cinq entités composant l'Institut de France. Elle compte aujourd'hui soixante-trois membres, répartis en neuf sections : peinture, sculpture, architecture, gravure, composition musicale, membres libres, créations artistiques dans le cinéma et l'audiovisuel, photographie et, depuis le 25 avril 2018, chorégraphie. Les règles initiales restent inchangées, les académiciens se succédant à un siège défini. Leur mission n'a pas varié non plus : « Contribuer à la défense et à l'illustration du patrimoine artistique de la France, ainsi qu'à son développement, dans le respect du pluralisme des expressions. »

« FAIRE BOUGER LES CHOSES »

Toutefois, après avoir régné sur la vie artistique, l'Académie s'est marginalisée et « a perdu une composante essentielle, son rôle de conseil de l'État en matière culturelle », déclare Laurent Petitgirard. Car, faute d'avoir su s'ouvrir à l'évolution de la scène artistique, elle traîne depuis longtemps une réputation d'immobilisme. André Malraux, qui a pensé à la supprimer, lui a retiré la tutelle de l'École des beaux-arts et de la villa Médicis, l'académie de France à Rome. « Lorsque j'étais étudiant aux beaux-arts, se

souvent Garouste, on disait, en citant Picasso, qu'elle était le refuge des incompetents. » « Et la confusion entre académie et académisme est demeurée », déplore l'historien de l'art et écrivain Adrien Goetz, élu en mai 2017 dans la section des membres libres.

Bustamante a involontairement fait office de déclencheur. « Une fois nommé à l'École des beaux-arts, raconte-t-il, j'ai voulu rapprocher les deux institutions. » Plus tard, on lui a demandé s'il souhaitait se porter candidat. « Je n'y pensais pas. Puis, je me suis aperçu que les sections d'architecture et de musique s'étaient davantage renouvelées que celle des arts plastiques. Alors je me suis présenté, même si certains m'ont accusé de ringardise. » Simultanément, Bustamante a pris conscience du poids de l'institution. « Un petit Vatican », selon lui. L'Académie gère en effet un riche patrimoine immobilier, issu de dons et de legs, dont les fleurons sont le musée Marmottan-Monet, à Paris, et la fondation Claude Monet, à Giverny. Sur ses ressources propres, elle ▶

L'Institut de France,
quai de Conti, à Paris.
© GÉRARD BLOT





Astrid de La Forest, lors de son installation le 27 juin 2018.

© ACADEMIE DES BEAUX-ARTS/J. AGNEL

PAGE DE DROITE

La grande salle des séances. À la tribune, au premier plan, le photographe Sebastião Salgado, membre de l'Académie depuis 2016, Patrick de Carolis, président de l'Académie pour 2018, et Laurent Petitgirard, secrétaire perpétuel.

► peut donc financer des résidences d'artistes, soutenir des créateurs de tous âges et, chaque année, décerner une cinquantaine de prix – l'ensemble pour un montant d'un million d'euros – mais aussi exposer ses lauréats au sein même de l'Institut, dans la salle Comtesse de Caen. «En fait, le titre d'académicien n'est pas purement honorifique. C'est un engagement, une responsabilité, car nous participons aux commissions, aux jurys», observe la peintre et graveuse Astrid de La Forest, installée au début de l'été. Il y a également les séances de travail du mercredi après-midi, durant lesquelles elle retrouve ses pairs pour débattre des questions culturelles, de la restitution des œuvres d'art aux droits d'auteur ou au pass culture. Une chose est sûre : on ne peut soupçonner les postulants d'appât du gain. Les émoluments annuels des académiciens, reposant en grande partie sur leur assiduité, n'excèdent pas 5 000 €. «Dès mon élection, poursuit Bustamante, j'ai essayé de convaincre d'autres artistes.» Il s'est d'abord adressé à Gérard Garouste et

à Fabrice Hyber. Le premier, sollicité à de multiples reprises, avait toujours décliné la proposition, mais «cette fois, j'ai senti un nouvel état d'esprit», s'enthousiasme-t-il. «Pour moi, l'Académie appartenait au passé, reconnaît le second. Mais avec Gérard, nous avons rencontré des académiciens qui désiraient vraiment faire bouger les choses.» «Nous devons redevenir des interlocuteurs des pouvoirs publics, regagner de l'influence», martèle Laurent Petitgirard, espérant à l'avenir attirer des candidatures féminines. Dans le nouvel auditorium construit au sein de l'Institut, qui sera inauguré début 2019, l'Académie organisera de nouveaux événements. Quant à la salle Comtesse de Caen, elle sera remise aux normes muséales dès le printemps prochain. «Nous réfléchissons à un prix de stature internationale, qui permettrait de défendre le rayonnement des artistes français», ajoute Gérard Garouste. En tout cas, «une dynamique inédite a été impulsée», témoigne le graveur Erik Desmazières, académicien depuis 2008.

L'effet se mesure aux séances du mercredi, plus fréquentées qu'auparavant, et au succès des « déjeuners hebdomadaires du perpétuel ». Institués par Laurent Petitgirard, ils rassemblent une douzaine de membres autour d'une ou deux personnalité(s) du monde culturel ou politique. Dorénavant, nombreux sont ceux qui répondent aux invitations, des responsables de la fondation Pinault, du musée d'Orsay ou du château de Versailles, aux ministres de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. « Ces déjeuners sont une façon de préparer les thèmes discutés en séance plénière », précise le secrétaire perpétuel. Et de s'inscrire à nouveau dans les débats culturels de l'époque.

LES TEMPS CHANGENT, LA TRADITION RESTE

La cérémonie de réception reste « un grand moment », commente Astrid de La Forest,

encore émue. En amont, il faut se préoccuper de son habit. Chacun, à vrai dire, procède à sa façon, sans toutefois trop déroger à la tradition : Agnès b. a dessiné celui de Bustamante. Adrien Goetz, lui, a acheté aux enchères un costume d'ancien académicien. L'épée choisie par l'historien de l'art lui vient d'un ancêtre, officier d'état-major sous le second Empire. Sur la lame, il a fait sobrement graver son nom et la date de son élection, quand d'autres préfèrent y apposer des symboles. Le 5 décembre, la cérémonie a débuté au roulement des tambours de la garde républicaine. C'est Hugues R. Gall, président de la fondation Claude Monet, qui, à la demande d'Adrien Goetz, a prononcé son discours d'installation, puis ce dernier a rendu hommage à son prédécesseur, Pierre Dehaye, directeur de l'hôtel de la Monnaie (voir page 32). Les temps changent, mais nul ne souhaite renier la tradition : au contraire, la transmission apparaît essentielle. Pour mieux construire l'avenir. ■

À SAVOIR

Académie des beaux-arts,
Institut de France, 23, quai de Conti, Paris VI^e,
www.academiedesbeauxarts.fr

